
NEOCOM MULTIMEDIA
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1 164 561,76 EUROS
SIEGE SOCIAL : 190 BOULEVARD HAUSSMANN 75008 PARIS
337 744 403 RCS PARIS

RAPPORT DE GESTION
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 17 JUIN 2021

PREAMBULE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice clos le 31 décembre 2020 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article R.225-102 du Code de commerce, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

Ordre du jour :

- Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration sur la marche de la société, et présentation par le conseil des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
- Lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission sur les comptes annuels et de leur rapport spécial sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce
- Examen et approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 – Quitus aux administrateurs
- Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce
- Affectation du résultat de l'exercice et distribution du dividende
- Attribution de jetons de présence aux administrateurs de la Société
- Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Didier DERDERIAN
- Renouvellement du mandat de co-commissaire aux comptes titulaire de M. Patrice TOTIER
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

Tous les documents sociaux, comptes, rapports et autres documents ou renseignements s'y rapportant vous ont été communiqués ou mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires.

SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

La baisse de chiffre d'affaires de l'exercice 2020 résulte de l'épidémie de la Covid-19 qui a débuté au cours du 1^{er} trimestre 2020, couplée à une diminution du nombre de clients historiques et non compensée par les nouveaux.

Les états financiers de la société ont été établis sur la base de la continuité de l'activité.

À la date d'arrêté des comptes, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Néanmoins, étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Il est précisé, par ailleurs, que la société n'a pas bénéficié au cours de l'exercice d'aides mises en place par le gouvernement, hormis la déclaration d'activité partielle sur quelques mois pour un salarié.

En outre, la société a travaillé au cours de 2020 pour se mettre en conformité sur son activité commerciale d'appels téléphoniques surtaxés (SVA) avec la législation en vigueur intervenue fin 2019 (cf. art. L 314-1 du Code Monétaire et Financier), en devenant agent de l'Etablissement de paiement de Lemonway. Cette nouvelle législation plus contraignante pour les opérateurs intermédiaires semble avoir accéléré la tendance baissière du marché des SVA.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification, tant au niveau de la présentation des comptes qu'à celui des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La situation de la société à la clôture de l'exercice écoulé apparaît dans le tableau ci-après, qui résume le bilan et souligne les variations intervenues dans les comptes depuis l'exercice précédent :

BILAN ACTIF	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois	Ecart %
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	17 839	21 116	-15,52%
Fonds commercial	1 212 480	1 212 480	0,00%
Total des immobilisations incorporelles	1 230 319	1 233 596	-0,27%
Autres immobilisations corporelles	8 648	8 696	-0,55%
Total des immobilisations corporelles	8 648	8 696	-0,55%
Autres participations	206 429	206 429	0,00%
Autres immobilisations financières	22 779	22 599	0,80%
Total des immobilisations financières	229 208	229 028	0,08%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 468 174	1 471 320	-0,21%
ACTIF CIRCULANT			
Clients et comptes rattachés	2 370 406	2 860 104	-17,12%
Autres créances	178 018	917 528	-80,60%
Créances	2 548 424	3 777 632	-32,54%
Valeurs mobilières de placements	0	0	0,00%
Disponibilités	3 974 333	3 285 723	20,96%
Total des disponibilités hors charges constatées d'avance	3 974 333	3 285 723	20,96%
Charges constatées d'avance	32 340	45 373	-28,72%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 555 097	7 108 728	-7,79%
Ecart de conversion actif			0,00%
TOTAL ACTIF	8 023 271	8 580 048	-6,49%
BILAN PASSIF	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois	Ecart %
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	1 164 562	1 164 562	0,00%
Primes d'émission, de fusion, d'apport	571 408	571 408	0,00%
Réserve légale	127 160	127 160	0,00%
Autres réserves	2 602 193	2 197 768	18,40%
RESULTAT DE L'EXERCICE	455 833	893 322	-48,97%
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	4 921 156	4 954 221	-0,67%
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques	40 000	35 000	
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	40 000	35 000	
DETTES			
Emprunts et dette auprès d'établissements de crédit	1 473	2 410	-38,88%
Emprunts et dettes financières diverses	78 745	114 379	-31,15%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 639 195	3 027 404	-12,82%
Dettes fiscales et sociales	195 480	257 859	-24,19%
Autres dettes	71 793	173 776	-58,69%
Produits constatés d'avance	75 430	15 000	
TOTAL DETTES	3 062 115	3 590 827	-14,72%
TOTAL PASSIF	8 023 271	8 580 048	-6,49%

L'activité de la société au cours de l'exercice se trouve résumée dans le tableau qui suit, regroupant les postes les plus significatifs du compte de résultat, ainsi que leur évolution par rapport à l'exercice précédent :

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2020	31/12/2019	Ecart %
Durée	12 mois	12 mois	
Chiffre d'affaires net (hors taxes)	15 161 130	21 994 828	-31,07%
Coût des achats et charges externes	13 520 168	19 561 478	-30,88%
VALEUR AJOUTEE	1 640 962	2 433 350	-32,56%
Impôts, taxes et versements assimilés	46 056	69 883	-34,10%
Charges de personnel	934 291	1 035 548	-9,78%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	660 615	1 327 919	-50,25%
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	9 260	0	#DIV/0!
Autres produits	4 178	13 971	-70,10%
Dotations aux amortissements et provisions	26 666	56 340	-52,67%
Autres charges	12 285	12 983	-5,38%
RESULTAT D'EXPLOITATION	635 102	1 272 567	-50,09%
Résultat financier	-832	-1 238	-32,79%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	634 270	1 271 329	-50,11%
Résultat exceptionnel		5 000	
Impôt sur les bénéfices	178 437	383 007	-53,41%
RESULTAT NET COMPTABLE	455 833	893 322	-48,97%

ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 15 161 130 E contre 21 994 828 E pour l'exercice précédent, soit une diminution de 31,07 %.

Le total des charges d'exploitation ressort à 14 539 466 E, après dotation aux provisions et amortissements pour 26 666 E.

La masse salariale globale, y compris les charges sociales, est passée de 1 035 548 E à 934 291 E, soit une diminution de 9,78 %, alors que l'effectif moyen est resté de 13 personnes.

Le résultat d'exploitation ressort à 635 102 E contre 1 272 567 E pour l'exercice précédent, marquant une diminution de 50,25 %.

Le résultat financier, d'un montant de -832 E, contre -1 238 E pour l'exercice précédent, permet de dégager un résultat courant avant impôt de 634 270 E, contre 1 271 329 E au titre de 2019.

Le résultat exceptionnel est nul alors qu'il était de 5 000 E sur l'exercice précédent.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice s'élève à une somme de 178 437 E contre 383 007 E pour l'exercice précédent.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire de 455 833 E, représentant 3,01 % du chiffre d'affaires hors taxes.

Ce résultat se trouve en baisse de 48,97 % par rapport à celui de l'exercice précédent, qui se manifestait par un bénéfice de 893 322, soit 4,06 % du chiffre d'affaires.

ENDETTEMENT FINANCIER

La société n'a aucun emprunt.

INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE

Au cours de cet exercice, la société a investi 16 K€ dans l'acquisition de logiciels et de matériels informatiques.

RESULTATS DE L'ACTIVITE, PROGRES REALISES, DIFFICULTES RENCONTREES, EVOLUTIONS PREVISIBLES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous continuerons de porter nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires même si le contexte réglementaire et concurrentiel est très difficile, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DÉLAIS DE PAIEMENTS DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Cf. tableau page suivante

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4 du code de commerce)												
	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 et plus	Total (1 j. et plus)	0 jour <i>(indicatif)</i>	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 et plus	Total (1 j. et plus)
A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	0					12	0					28
Montant total des factures concernées en K€ TTC	0	0	0	0	19	43	0	0	8	9	53	47
% du montant total des achats TTC de l'exercice	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,12%	0,27%						
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							0,00%	0,00%	0,05%	0,05%	0,30%	0,27%
B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												3
Montant total en K€ TTC des factures exclues												88
C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou légal, c. com. Art. L. 441-6 ou L. 443-1)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 j à la fin du mois d'émission de facture						Délais contractuels : 45 j date de facture					

PRETS INTER-ENTREPRISES

La société n'a accordé aucun prêt inter-entreprises.

FACTEURS DE RISQUES

Environnements législatif et réglementaire

En plus de la législation applicable à toute activité commerciale, les activités de la société répondent à des contraintes juridiques et réglementaires spécifiques :

- les activités liées à l'hébergement et à la diffusion de contenus et de services multimédia s'inscrivent dans l'environnement juridique du droit des télécommunications et du droit dit "des nouvelles technologies". Elles doivent en outre respecter le code de déontologie édicté par l'association AFMM, suivi par tous les acteurs de la chaîne.

Ces activités sont donc essentiellement soumises aux dispositions du Code des Postes et Communications Electroniques (CPCE) ayant repris la plupart des législations récentes.

- les activités de communication spécialisée et de régie publicitaire doivent se conformer au droit de la publicité, dont notamment la loi "Sapin" du 29 janvier 1993.
- les activités de paiements avec la collecte pour compte de tiers (art. L.314-1 du Code Monétaire et Financier).

Environnement concurrentiel

Nos activités sont de plus en plus impactées par la concurrence depuis plusieurs années notamment dans le cadre de ses activités télécoms avec les services spéciaux.

Propriété intellectuelle

La société s'appuie sur un ensemble de protections légales et contractuelles en matière de droits d'auteurs, marques, brevets et obligations de confidentialité pour établir et protéger sa technologie, ses programmes d'ordinateur, ses bases de données et certaines informations.

Les codes, brevets, noms de domaine, marques et visuels du groupe sont déposés auprès des organismes de protection compétents et sont leur entière propriété.

Edition de contenu et liens de dépendance

Le chiffre d'affaires est composé principalement de revenus liés à la diffusion de contenus et de services sur des réseaux télécoms, ainsi qu'à des prestations d'hébergement et de services.

L'activité d'éditeur de contenus expose la société à d'éventuelles actions en justice intentées sur des fondements juridiques aussi variés que la diffamation, le dénigrement, la négligence, l'atteinte à la personne, ou le non-respect de la vie privée.

Reversements des opérateurs téléphoniques : les opérateurs téléphoniques reversent à notre société les revenus correspondant aux contenus et aux services diffusés auprès des utilisateurs finaux diminués le cas échéant des coûts enregistrés. Ces revenus sont comptabilisés en chiffre d'affaires, comme pour les autres prestations d'hébergement et de services. Et le cas échéant, les retenues et impayés des opérateurs sont comptabilisés en moins du chiffre d'affaires. Les achats de contenus, d'applications, de droits et d'audience sont comptabilisés en charges d'exploitation.

Ainsi, l'activité générée sur la base d'applications Mobilité, Audiotex et autres services vocaux se fait par la mise à disposition des utilisateurs finaux, d'informations, de services et de contenus diffusés par l'intermédiaire d'opérateurs téléphoniques. L'activité étant majoritairement réalisée selon ce modèle économique, les principaux clients sont des opérateurs télécoms nationaux et internationaux.

Risque de marché et risque pays

Le chiffre d'affaires hors CEE étant réalisé avec des pays essentiellement stables, la société est peu exposée à des risques de marché ou à des risques pays.

Risque de change

Le chiffre d'affaires réalisé en devises étrangères étant relativement faible, la société est peu exposée au risque de change. Par ailleurs, elle n'utilise aucun instrument financier dérivé de change.

Risques de taux

La société n'utilise actuellement aucun instrument dérivé de taux. Il n'y a pas de risque de taux identifié.

Risques industriels et liés à l'environnement

Les activités spécifiques de la société ne l'exposent pas à des risques industriels particuliers ou à des risques liés à l'environnement.

Néanmoins, le secteur des opérateurs télécoms se concentre de plus en plus et conduit à une politique tarifaire plus stricte quant aux reversements effectués.

Assurances

L'outil d'exploitation ainsi que les risques liés aux activités sont couverts par des contrats d'assurance. Ces contrats couvrent plus particulièrement la responsabilité civile d'exploitation et professionnelle.

Litiges et autres risques particuliers

La Direction Administrative et Financière assure le suivi centralisé et la mise à jour de la liste des litiges. Cette liste est suivie et soumise à la direction pour analyse, suivi des actions et détermination du montant des éventuelles provisions.

PASSAGE AUX NORMES IFRS - CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice, la société n'a pas établi de comptes consolidés, ne dépassant plus les seuils depuis au moins deux ans.

Rappelons par ailleurs que la société étant inscrite sur le Marché Libre, elle n'est donc pas concernée par le règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui impose l'utilisation du référentiel IFRS pour l'établissement des comptes consolidés des sociétés cotées sur un marché réglementé de l'Union Européenne, à partir du 1er janvier 2005.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La crise sanitaire liée au covid-19 constitue un événement majeur.

A la date d'établissement des comptes de l'entreprise, l'entreprise n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois mis en action un plan de continuation de l'activité en utilisant le recours au télétravail comme sur 2020 pour son personnel et a demandé un Prêt Garanti par l'Etat de 1.7 millions d'euros à ses principales banques.

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

ACTIVITE DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Nos efforts en matière de recherche et développement ont été poursuivis notamment dans le domaine de la téléphonie et de la mobilité. Les dépenses relatives à ces recherches ont été directement passées en charges d'exploitation par nature.

PRISES DE PARTICIPATIONS OU DE CONTROLE

La société n'a pris aucune participation ni aucun contrôle de société au cours de l'exercice.

SOCIETES CONTROLEES

A la date de clôture, notre société détient les sociétés suivantes :

- **PEL** 100.00%

ACTIONS D'AUTO-CONTROLE

Aucune détention n'est à signaler.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les filiales et participations de notre société.

ACTIVITE DES FILIALES

▪ PEL Sarl

Notre filiale PEL détenue à 100% a une activité de régie publicitaire.

Au cours de cet exercice, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 415 661 € contre 560 338 € en 2019, liée principalement à la baisse du chiffre d'affaires sur les commissions sur ventes d'espaces publicitaires. Sur 2020, la société a dégagé une perte de 12 075 € contre une perte de 7 888 € en 2019.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé au titre de l'exercice est de 364 €, contre 1 914 € en 2019.

DETENTION DU CAPITAL SOCIAL PAR LES SALARIES

Conformément à l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous précisons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise prévu par les articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et par les salariés et anciens salariés dans le cadre des

fonds communs de placement d'entreprise régis par le chapitre III de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances est nulle.

Sont également prises en compte les actions détenues directement par les salariés durant les périodes d'incapacité prévues aux articles L.225-194 et L.225-197, à l'article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations et à l'article L.442-7 du Code du travail.

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT ET DIVIDENDES

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous amortissements, les comptes qui vous sont présentés font apparaître un bénéfice de 455 832,84 euros.

A ce montant augmenté du compte « Autres réserves » s'élevant à 2 602 191,61 euros, nous proposons de distribuer un dividende de 0,30 € par action, soit un montant total de 458 341,80 € qui sera prélevé en priorité sur le résultat.

De ce fait, le nouveau solde du compte « Autres réserves » s'établira à 2 599 682,65 euros.

L'affectation du résultat que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 24 juin 2021.

Il est rappelé que pour les personnes physiques domiciliées en France, le dividende est imposable à l'impôt sur le revenu à un taux forfaitaire de 12,8 % en vertu du 1. de l'article 200 A du Code Général des Impôts.

Le contribuable conserve cependant la possibilité, sur option expresse et irrévocable à formuler dans le cadre de la déclaration des revenus de l'année, de soumettre l'ensemble des revenus et gains visés par cette imposition forfaitaire au barème progressif de l'impôt sur le revenu (2. de l'article 200 A précité). Dans cette hypothèse, le dividende est alors imposable à l'impôt sur le revenu au barème progressif, après un abattement de 40 % prévu à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts (CGI) et la déductibilité d'une fraction de la CSG en application du II de l'article 154 quinquièmes du CGI.

Avant la mise en paiement, le dividende est soumis aux prélèvements sociaux et, sauf dispense dûment formulée par le contribuable, au prélèvement obligatoire non libératoire de 12,8 % prévu à l'article 117 quater du CGI, à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu.

RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes pour les trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende global	Div./action
2019	1 527 806	488 897,92	0,32 €
2018	1 527 806	440 453,67	0,24 €
2017	1 527 806	427 785,68	0,28 €

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code.

MANDATS DES ADMINISTRATEURS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Administrateurs :

Le mandat de Monsieur Didier DERDERIAN, administrateur, arrive à expiration. Nous vous proposons de le renouveler pour une nouvelle période de six ans, soit jusqu'à l'assemblée de 2027 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

- Commissaires aux comptes :

Le mandat de Monsieur Patrice TOTIER, co-commissaire aux comptes titulaire, arrive à expiration. Nous vous proposons de le renouveler pour une période de six ans, soit jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2027 sur les comptes clos le 31 décembre 2026.

JETONS DE PRESENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration pour l'exercice en cours, que nous vous proposons de fixer à douze mille euros.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (Article L.225-37 du Code de Commerce)

Liste des mandats :

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code du commerce, nous vous précisons pour chacun des mandataires sociaux, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société :

⇒ Voir tableau ci-joint.

Conventions réglementées entre sociétés (Article L.225-38 du Code de Commerce)

Nous vous rappelons que certaines opérations entre sociétés ayant des actionnaires, administrateurs et dirigeants communs doivent faire l'objet de conventions réglementées dans le cadre de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Après notification de ces conventions à nos commissaires aux comptes, nous leur laissons le soin de vous présenter leur rapport sur ces opérations, conformément aux dispositions légales.

Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et de leur utilisation (Article L. 225-129-1 et -2 du Code de commerce)

Aucune délégation.

CONCLUSION

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner à votre conseil quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

**Fait le 29 avril 2021,
Le conseil d'administration.**

ANNEXES

Documents joints au rapport :

Tableau des résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

<i>EXERCICES CONCERNES</i>	2016	2017	2018	2019	2020
<i>NATURE DES INDICATIONS</i>					
I - Capital en fin d'exercice					
Capital social.....	1 170 894	1 164 562	1 164 562	1 164 562	1 164 562
Nombre des actions ordinaires existantes.....	1 536 114	1 527 806	1 527 806	1 527 806	1 527 806
Nombre des actions à dividende prioritaires (sans droit de vote) existantes.....	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer.....	0	0	0	0	0
. Par conversion d'obligations					
. Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
II - Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes.....	15 741 016	15 980 790	26 402 515	21 994 828	15 161 130
Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	1 316 245	64 661	1 138 190	1 255 089	660 936
Impôts sur les bénéficiaires.....	438 870	309 281	369 491	383 007	178 437
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	880 021	630 830	807 127	893 322	455 833
Résultat distribué.....	875 585	427 786	366 673	488 898	458 342
III - Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amort. et provisions.....	0,57	0,57	0,50	0,57	0,32
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amort. et provisions.....	0,57	0,41	0,53	0,58	0,30
Dividende attribué à chaque action	0,57	0,28	0,24	0,32	0,30
IV - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice.....	13	13	13	13	13
Montant de la masse salariale de l'exercice.....	749 926	685 894	720 944	691 523	634 359
Montant des sommes versées au titre des avantages fiscaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc).....	323 395	327 989	344 159	327 778	299 932

Cumuls de mandats (art. L. 225-102-1 du Code de commerce)

Personnes physiques ou morales	Didier DERDERIAN	Thierry FRANCOIS	Stéphane RAIMONDEAU	NEOCOM MULTIMEDIA
SA NEOCOM MULTIMEDIA	P-DG	ADM	ADM	
SARL PEL	Gérant			Associée à 100%
SA HERACLITE CAPITAL	ADM	P-DG	ADM	